

Brochure n° 3133

**Convention collective nationale**

IDCC : 953. – **CHARCUTERIE DE DÉTAIL**

AVENANT N° 3 DU 16 AVRIL 2009  
RELATIF À L'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT

NOR : ASET0951049M

IDCC : 953

Pour tenir compte des dispositions de la loi de modernisation sociale en date du 25 juin 2008 et de son décret d'application du 18 juillet 2008, les organisations professionnelles et syndicales soussignées se sont rapprochées afin de modifier les dispositions de l'article 15 de la convention collective nationale de la charcuterie de détail relatives à l'indemnité de licenciement.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 15 de la convention collective nationale  
de la charcuterie réécrite relatif à l'indemnité de licenciement*

L'article 15 de la convention collective nationale de la charcuterie de détail réécrite est modifié comme suit :

« L'indemnité de licenciement due au salarié est calculée selon la formule légale. Elle bénéficie au salarié qui justifie d'une ancienneté minimale de 1 an dans l'entreprise. Elle est égale à 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté dans l'entreprise, auquel s'ajoutent 2/15 de mois de salaire par année au-delà de 10 ans d'ancienneté. Le point de départ pour la détermination de l'ancienneté acquise au titre du contrat en cours est la date anniversaire de l'entrée du salarié dans l'entreprise ; si une année est incomplète, l'indemnité sera proportionnelle au nombre de mois effectués. Si le salarié avait été employé précédemment, il y a lieu d'appliquer les dispositions de l'article 9. Le salaire servant de base de calcul à l'indemnité est le salaire

brut moyen des 3 ou des 12 derniers mois selon le résultat le plus favorable au salarié. L'indemnité de licenciement n'est pas due en cas de faute grave ou lourde. »

## **Article 2**

### *Dépôt et demande d'extension*

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties conviennent également d'en demander l'extension en application de l'article L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 16 avril 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

CNCT.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTA CGT-FO ;

CSFV CFTC ;

OACP CFE-CGC ;

FGA CFDT ;

FNAF CGT.